

Les coulisses de la mondialisation

Christopher A. CORPORA,
Louise SHELLEY, John PICARELLI

Global Crime Inc.

Au cours des deux dernières décennies, la criminalité transnationale est devenue un nouveau domaine de recherche. Le terme inclut un large éventail d'activités criminelles dont les plus importantes sont le trafic de drogue, d'armes, d'êtres humains et d'espèces en voie de disparition. Les groupes criminels transnationaux sont de grands bénéficiaires du développement de la globalisation, profitant de l'expansion gigantesque des expéditions dans le monde contemporain pour cacher des marchandises illicites derrière celles qui sont licites. Pour mener à bien leurs activités criminelles, ils s'engagent dans le blanchiment d'argent et la corruption de fonctionnaires gouvernementaux. Les problèmes posés par la criminalité transnationale, complexes, nécessitent la mise en œuvre d'une pluralité d'approches analytiques.

Global Crime Inc.

par Christopher A. CORPORA, John PICARELLI, Louise SHELLEY

« **M**afia globale », « prochaine guerre », *pax mafiosa*, « face cachée de la mondialisation », « économie globale illicite », « recul de l'État » : l'ensemble de ces termes, issus d'écrits de politique internationale récents, évoquent l'apparition d'une criminalité organisée et transnationale. Cependant, le crime organisé transnational, au sens large, remonte à l'époque des pirates des hautes mers et au commerce des esclaves en Afrique. Ce phénomène est-il alors véritablement nouveau ou les chercheurs viennent-ils tout juste de le remarquer et de l'explorer ? De plus, en quoi ce phénomène est-il réellement « transnational » ? Enfin, que signifie le terme de « transnational » et qu'apporte celui de « transsouverain » auquel nous accordons notre préférence ?

Toutes ces questions sont pertinentes et se posent dès lors que le crime organisé transnational est pris comme objet d'étude. Depuis les vingt dernières années environ, dans le sillage des travaux ayant, sur le terrain, cherché à explorer et

à analyser les différents processus et activités de ce phénomène, les chercheurs ont dû, tour à tour, élargir puis réviser leurs définitions. Le monde de la recherche a d'abord tenté d'expliquer les groupes criminels transnationaux en se fondant sur une analyse traditionnelle centrée sur l'unité fondamentale de la politique internationale (l'État). Il a ensuite mené une réflexion plus large sur le système étatique dans son ensemble. Ce texte abordera ces points importants en s'appuyant sur les débats qui traversent cette littérature spécialisée.

Le crime organisé transnational

Au cours des vingt dernières années, le nombre d'études ayant pour objet le crime organisé transnational s'est multiplié. Alors que la littérature académique antérieure s'était limitée au crime organisé en tant que phénomène national ou débordant seulement des frontières nationales (tel le trafic de stupéfiants, par exemple), la littérature des années 1990 faisait du crime organisé transnational un axe de recherche en soi. Les chercheurs – notamment ceux qui, sur le terrain, ont contribué à l'enrichissement de ce corpus de savoirs – ont tenté de répondre à certaines questions simples et pourtant fondamentales. Qu'est-ce que le crime organisé transnational, et pourquoi préférer l'étiquette de « criminalité transnationale » à celle, par exemple, « de criminalité internationale » ? Quels types d'activités recouvre ce champ d'étude ? Comment le crime organisé transnational interagit-il avec l'État ? Quelles sont les approches les plus à même d'examiner le crime organisé transnational ? Toutes ces questions mènent à des réponses importantes et imprègnent notre manière de voir et d'aborder la politique conduite au niveau mondial.

Des questions de définition

Un premier problème essentiel, que chercheurs et praticiens doivent affronter, est la définition du crime organisé

transnational. Cela fait plus de vingt-cinq ans que les Nations unies ont recours au terme de « criminalité transnationale » bien que sa définition reste encore vague. Elle englobe, en effet, dix-huit catégories d'activités, allant du terrorisme au détournement de véhicules (*car hijacking*), en passant par les activités organisées de criminalité¹. Ce n'est que dans les années 1980 qu'une étude plus approfondie sur le trafic de stupéfiants² et le développement d'une criminalité organisée opérant au-delà des frontières nationales introduit la distinction entre formes locales de crime organisé et crime organisé transnational. Toute nouvelle définition doit donc surmonter les obstacles traditionnels tout comme les plus récents. Cela en identifiant impérativement le nombre minimal d'individus impliqués dans un groupe ainsi qu'en établissant les critères permettant de qualifier un groupe quelconque d'entité criminelle transnationale.

Une définition d'obédience nord-américaine

Aujourd'hui, la définition du crime organisé a évolué, reflétant par là sa complexité croissante et sa nature internationale. Une des toutes premières définitions de ce phénomène vient des forces de l'ordre des États-Unis, et surtout du Bureau fédéral d'investigation (FBI), qui qualifie le crime organisé comme une « *association de malfaiteurs capable de durer dans le temps, ayant une structure organisée, nourrie par la peur et la corruption, et motivée par l'appât du gain* »³. Le FBI s'est ensuite mis à utiliser cette définition pour décrire progressivement ce qu'il nommait alors le crime organisé international, c'est-à-dire des groupes de criminels organisés opérant dans plus d'un pays.

Notons ici que cette définition retient uniquement la notion de crime organisé opérant à un niveau international et qu'elle ne cherche pas à assimiler l'activité criminelle à un véritable phénomène transnational. Penser au crime en tant qu'entité transnationale permet cependant de mieux se représenter les manières par lesquelles ces organisations criminelles opèrent : en transcendant la souveraineté

...
(1) Lire MUELER (G. O. W.), 1998, p. 13-21.

...
(2) ARLACCHI (P.), 1986.

...
(3) National Security Council, 2000.

organisatrice du système étatique moderne et en la détournant à son propre avantage. L'une des premières personnes à faire cette distinction fut Phil Williams. À travers des transformations de l'économie politique mondiale et de la société née de la mondialisation et de la révolution technologique, il a su démontrer que le crime organisé est en mutation⁴. D'après cet auteur, les organisations criminelles ressemblent de plus en plus à des « entreprises transnationales ». Elles agissent à travers tout le globe à partir d'une base nationale, utilisent des structures en réseau et considèrent plus les postes-frontières comme des obstacles à l'application des lois que comme un obstacle à leurs propres activités⁵.

Cependant, plus récemment, la convention des Nations unies sur la criminalité transnationale a cherché une définition capable de servir de modèle pour identifier les organisations criminelles transnationales:

Est « un groupe criminel organisé » tout groupe structuré et durable, d'au moins trois personnes, agissant de manière concertée pour commettre un ou plusieurs crimes ou délits graves afin de dégager, directement ou indirectement, un bénéfice financier ou matériel. « Crime grave » signifiera toute conduite constituant un délit punissable par une privation maximale de liberté de quatre ans ou une peine plus sévère encore. Un « groupe structuré » signifiera un groupe qui ne s'est pas formé au hasard de la perpétration immédiate d'un délit sachant que les membres peuvent ne pas avoir de rôles formellement définis, que l'adhésion peut ne pas être continue et la structure développée [...]. Un délit est de nature transnationale: 1. s'il est commis dans plus d'un État; 2. s'il est commis dans un État mais qu'une partie substantielle de sa préparation, de sa mise au point, de sa direction ou de son contrôle a lieu dans un autre État; 3. s'il est commis dans un État mais implique un groupe criminel organisé engagé dans des activités criminelles dans plus d'un État; 4. s'il est commis dans un État mais a des effets substantiels dans un autre État⁶.

....
(4) WILLIAMS (P.), 1994, p. 96-113.

....
(5) WILLIAMS (P.), 1994, op. cit., p. 97.

....
(6) UN General Assembly, 2001, p. 25-26.

En s'attaquant au problème de la taille, de la durée et de la nature transnationale des groupes criminels, la définition des Nations unies est l'une des plus complètes. De plus, elle permet une grande souplesse dans l'examen du crime organisé transnational, en transcendant les découpages traditionnels en groupes ethniques: mafia russe, triades chinoises, yakuzas japonais et familles mafieuses italiennes.

Les activités criminelles transnationales

Les activités criminelles transnationales englobent une large palette d'activités dans les secteurs à la fois licites et illicites de l'économie. Certains groupes fonctionnent surtout dans le secteur illicite, tel que les trafiquants de drogue; alors que d'autres couvrent les deux secteurs de l'économie à la recherche de profits élevés. Les privatisations massives des années 1990 ont permis à de nombreuses organisations criminelles et transnationales de prendre fermement pied dans les économies de leur pays d'origine ainsi que dans de nombreuses autres. Le blanchiment de l'argent sale et la corruption - deux activités intimement liées - sont essentiels à la consolidation du crime organisé transnational.

La diversité des activités

Les experts comme les gens du métier ont clairement identifié plus d'une douzaine d'activités criminelles dans lesquelles se sont engagées les organisations criminelles transnationales. L'essentiel de ces activités se trouve dans la contrebande de toutes sortes de biens marchands et dans la fourniture de biens ou de services illicites. L'activité profitable la plus répandue, ainsi que le décrit en détail Steven Flynn⁷, est le trafic des stupéfiants. De nombreux pays et organisations citent le trafic de stupéfiants comme le type de crime organisé transnational qui rapporte le plus

....
(7) FLYNN (S.), 2003.

de profits annuels. De plus, le chercheur Pino Arlacchi a démontré que le trafic de stupéfiants a souvent servi de porte d'accès permettant à des groupes de crime organisé de pénétrer la sphère transnationale⁸. Ainsi, il n'est pas surprenant que le commerce des stupéfiants soit souvent cité et représente l'activité criminelle transnationale la plus étudiée.

Les principales formes de criminalité organisée transnationale qui viennent ensuite sont le trafic des personnes et celui des armes. Une distinction importante caractérise ces deux formes de criminalité organisée. La livraison d'armes implique le transfert de biens inanimés utilisés pour commettre d'autres crimes ou pour alimenter des conflits régionaux. En revanche, le trafic d'êtres humains implique le déplacement de personnes et la poursuite de leur exploitation après livraison. Dès lors, ce trafic procure des revenus durables pour le crime organisé transnational alors que le commerce des armes, pour perdurer, requiert la perpétuation des conflits.

De l'immigration clandestine au trafic d'êtres humains

La traite des personnes englobe, en général, deux activités proches : le passage clandestin d'émigrés et la traite de personnes à des fins d'exploitation. En substance, ces deux activités impliquent le recrutement, le déplacement et la livraison de migrants d'un pays d'origine vers un pays destinataire. Cependant, elles se distinguent par le fait que les trafiquants asservissent et exploitent les personnes issues de la traite, alors que les immigrants clandestins sont, en général, libérés dès la fin de leur voyage, ou parfois après une période d'asservissement sous contrat. Les profits de telles activités sont significatifs et en hausse. L'Organisation internationale pour la migration (OIM) estime à 7 milliards de dollars américains le montant des bénéfices issus de la traite des personnes pour la seule année 1997⁹. Avancer un nombre de personnes exploitées annuellement, même approximatif, est néanmoins extrêmement difficile. De fait, il n'existe que peu d'estimations

solides. Cela étant, presque tous les experts de ce domaine, qu'ils soient chercheurs ou professionnels, s'accordent sur le fait que la traite des personnes est déjà très étendue et que, l'offre et la demande étant en augmentation, une progression du phénomène est à envisager. Dans les pays développés, l'accroissement de la demande de main-d'œuvre et de services à bas prix, conjugué à la croissance de la population privée de revenus suffisants dans les pays en voie de développement, ne peut qu'enrainer l'aggravation du processus dans les décennies à venir.

La traite des personnes et leur passage clandestin sont particulièrement pernicieux. Ils dégagent d'énormes profits en imposant un fort tribut physique et émotionnel aux victimes. De nombreuses études sur le trafic des personnes soulignent les violences physiques et mentale auxquelles sont soumises les victimes lorsqu'elles sont entre les mains de criminels. Par exemple, il n'est pas rare que les victimes développent une accoutumance à l'alcool ou aux stupéfiants, contractent le virus du sida, meurent d'épuisement ou décèdent à la suite des violences subies. Celles qui survivent doivent souvent traverser une période de convalescence longue et difficile.

Enfin, les chercheurs ont également remarqué que de plus en plus d'organisations criminelles transnationales se sont engagées dans le trafic de personnes. Les principales sont : les triades chinoises, certaines organisations criminelles thaïlandaises, indiennes et pakistanaises, russophones et encore d'autres issues des Balkans¹⁰. Les groupes russophones et thaïlandais sont plus particulièrement actifs dans la traite des femmes pour le commerce du sexe¹¹. Les groupes russophones travaillent souvent avec leurs partenaires en Asie, dans les Balkans et en Europe de l'Ouest. Aucune de ces activités ne peut cependant fonctionner sans la complicité d'une partie des forces de sécurité et sans la corruption de fonctionnaires dans les pays d'origine, de transit et d'accueil. Cette citation de Kevin Bales s'applique au contexte thaïlandais mais reste suggestive dans un contexte plus large :

....

(8) ARLACCHI (P.), 1986, *op. cit.*, p. 187-210.

....

(10) O'NEILL (A.), 1999, HUGHES (D.), 2000.

....

(11) FINCKENAUER (I.), 2001, p. 166-186; PHONGPACHIT (P.), 1997, p. 74-104.

....

(9) KYIE (D.), KOSIOWSKI (R.), 2001, p. 4.

Il est possible qu'un propriétaire de maison de prostitution soit lié au crime organisé mais, en Thaïlande, le

*crime organisé implique la police et une grande partie du gouvernement. En effet, le travail de l'esclavagiste moderne est considéré non comme une forme aberrante de criminalité mais comme un simple exemple de capitalisme désintéressé*¹².

Le trafic d'armes conventionnelles

Le trafic des armes est aussi un aspect important du crime organisé transnational. L'accroissement du nombre de conflits régionaux lors de l'après-guerre a généré un énorme commerce d'armes individuelles; et cela pour le bénéfice des groupes organisés transnationaux. Dans certains cas, des groupes transnationaux de crime organisé aident même à fomenter des conflits régionaux afin d'accroître la demande en armes¹³. Cela est plus particulièrement vrai en Afrique mais s'applique également aux Balkans, à l'Amérique latine et à l'Asie. Un grand nombre de ces armes provient des pays anciennement membres de l'Union soviétique ou d'autres pays de l'Europe de l'Est. Le trafic d'armes a également engendré une collaboration insidieuse entre les forces militaires et les groupes mafieux, surtout dans l'ex-Union soviétique et dans ses anciens pays satellites. Graham Turbiville Jr., par exemple, a largement décrit les liens tissés entre le crime organisé et l'armée russe après la chute de l'Union soviétique. Il va jusqu'à qualifier les forces armées russes de « mafia en uniforme »¹⁴.

Les organisations criminelles transnationales ont donc trouvé une niche économique: en fournissant des armes à des régions troublées par des conflits longs où sont aussi bien utilisées des armes individuelles que des systèmes de destruction plus importants. Le crime organisé a également su se placer comme fournisseur d'armes de dernier recours, c'est-à-dire comme le pourvoyeur d'armes des régions sous embargo. Par exemple, en avril 2001, les autorités italiennes ont arrêté les membres d'un réseau criminel russe et ukrainien qui, pendant plus de sept ans, avaient réussi à fournir plus de 13 500 tonnes d'armes (y compris des milliers de fusils d'assaut, des centaines de missiles et des munitions antichar) à des groupes

combattant dans les Balkans, dont l'armée croate¹⁵. Les autorités italiennes ont ensuite démantelé un réseau similaire contrôlé par le crime organisé russe aussitôt après que celle-ci eut fourni des armes aux troupes de Charles Taylor lors de leur intervention au Sierra Leone¹⁶.

Pour le crime organisé, les plus gros profits sont, pour l'instant, surtout issus des armes individuelles, mais la menace d'un trafic de matériaux nucléaires, biologiques ou chimiques, reste préoccupante. Rensselaer Lee et James Ford ont, par exemple, vu dans les organisations criminelles transnationales un adjuvant potentiel au vol et à la contrebande d'armes et de matériaux stratégiques¹⁷.

Contrebande, piraterie et exploitation du système financier international

La contrebande et les activités criminelles transnationales liées au commerce licite sont également une source importante de profits pour le crime organisé transnational. Le commerce des cigarettes – un commerce jusqu'alors national – s'est peu à peu internationalisé au travers de groupes criminels transnationaux travaillant souvent directement avec des producteurs légaux de cigarettes. Ces liens entre groupes criminels et entreprises légales sont aujourd'hui la cible d'importantes enquêtes au sein de la Communauté européenne¹⁸. Un tel commerce illicite fleurit également de part et d'autre de la frontière entre les États-Unis et le Canada¹⁹. De plus, des groupes de crime organisé jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans le commerce illicite de produits environnementaux, allant des réfrigérants à base de chlorofluorocarbones aux déchets toxiques en passant par certaines espèces de faune ou de flore classées en voie d'extinction²⁰. De la même façon, les chercheurs ont identifié la marque du crime organisé transnational parmi d'autres acteurs dans le vol et la contrebande d'antiquités et d'objets d'art²¹. Enfin, il y a aussi la contrebande des voitures volées, une activité surtout présente en Europe centrale et dans le Sud-Ouest des États-Unis²². Des voitures volées, pour une valeur totale d'environ un milliard de dollars américains, quittent chaque

....

(15) CNN, «Italy Cracks Arms Smuggling Networks», 2001.

....

(16) SWAIN (I.), FOLLAIN (I.), 2001.

....

(17) LEE III (R.), 1998.

Lire également

WILLIAMS (P.), WOESSNER (P.), 1995, p. 206-238.

....

(18) Pour plus d'informations à ce sujet, lire *The Guardian, Special Reports: BAT Exposed* (<http://www.guardian.co.uk/bat/0,2759,191282,00.html>), et *l'International Consortium for Investigative Journalism, Tobacco Companies Linked to Criminal Organizations in Lucrative Cigarette Smuggling* (http://www.public-i.org/story_01_030301.htm).

....

(19) Criminal Intelligence Service Canada, 2001. FIA International Research Ltd., 2000.

....

(20) SØYLAND (S.), 2000.

....

(21) BERNICK (L.L.), 1998, p. 91-116.

....

(22) Royal Canadian Mounted Police, 1998. RESENDIZ, ROSAIVA et NEAL (D.M.), 1998, p. 7-18. Interpol, 2001.

....

(13) Pour un grand nombre d'articles traitant de cette collusion, lire: World Bank, *Understanding Civil War, Crime and Violence through Economic Research*, (<http://www.worldbank.org/research/conflict>).

....

(14) TURBIVILLE Jr. (G.), 1995, p. 57-104 (quote on 62-63).

année le territoire américain pour être exportées vers d'autres pays²³.

Le retour d'activités criminelles organisées liées au commerce, que beaucoup avaient crues disparues – la piraterie de vaisseaux situés dans des eaux internationales, par exemple –, fait également appel aux activités d'organisations criminelles transnationales. La piraterie bénéficie aujourd'hui des technologies globales à bon marché. « Un bateau pirate saisi récemment en Indonésie était muni de fausses vignettes d'immigration, d'outils pour falsifier des documents nautiques ainsi que d'un radar, des moyens de communication et d'un équipement de positionnement par satellite sophistiqué²⁴. » D'après la Chambre de commerce internationale – un important lieu de signalisation d'incidents de piraterie –, le nombre d'abordages s'est accru de 57 % en 2000 par rapport aux chiffres de l'année antérieure. Il était supérieur de bien plus de 400 % aux chiffres de 1991²⁵. Le crime organisé serait étroitement lié à ces incidents, soit en menant lui-même ces actes de piraterie soit en soutenant les pirates. En effet, les bénéfices pour les groupes de crime organisé ne sont pas négligeables, dès lors que la piraterie facilite le transport clandestin de cargaisons et de migrants et permet aussi de s'engager dans la fraude des compagnies d'assurances. Ce problème, plus particulièrement aigu en Asie, est courant en Amérique latine et en Afrique. Les groupes criminels se concentrent de plus en plus sur le vol des cargaisons de haute technologie²⁶. Le vol de cargaisons n'est cependant pas limité à la mer. Les analystes ont, en effet, identifié les organisations criminelles transnationales comme parties prenantes dans des opérations telles que le vol de cargaisons routières ou ferroviaires²⁷.

De nombreuses activités criminelles transnationales d'importance sont aujourd'hui liées à l'économie licite. C'est ainsi que des groupes de crime organisé en Asie opérant à Las Vegas gagnaient près de 500 000 dollars américains chaque mois en encaissant de faux chèques dans les casinos²⁸. Certains groupes criminels organisés aux États-Unis ont récemment infiltré la Bourse américaine en achetant ou en créant leurs propres maisons de courtage

....

(23) LAKE (A.), 2000, p. 46.

....

(24) SULLIVAN (K.), JORDAN (M.), 1999, A18.

....

(25) International Chamber of Commerce, 2001.

....

(26) « Overview Maritime Crimes, Trends in Organized Crime », vol. 3, No. 4, p. 68-71.

....

(27) SALZANO (J.), HARTMAN (S.), 1997, p. 39-49.

....

(28) ZEKAN (K.), 1999.

afin de s'engager dans des opérations « siphonne et abandonne » (« *pump and dump* ») ainsi que dans d'autres types de manipulations illicites du marché boursier. Par exemple, un récent scandale à vu le jour au cœur des marchés canadiens où le crime organisé russe manipulait le cours des métaux. Le crime organisé italien, d'après des enquêteurs italiens, est aujourd'hui lui aussi actif dans la manipulation des marchés boursiers²⁹.

....

(29) CHRISTIAN (N.), 2001 ; FUENTES (T.), 2000.

Activités de soutien

Toute activité criminelle transnationale ne peut survivre uniquement dans le monde illicite. Les bénéfices obtenus doivent être transférés vers l'économie légale pour être réinvestis. De plus, le crime organisé transnational a besoin de la corruption pour fonctionner, pour écarter les risques d'arrestation, pour obtenir des contrats lucratifs et pour apparaître légitime aux yeux de la communauté locale.

Le blanchiment de l'argent sale

Le blanchiment d'argent est une activité universelle et cruciale pour les organisations criminelles transnationales. Alors que les points précédents décrivent les nombreuses méthodes grâce auxquelles le crime organisé transnational peut générer des profits, ces profits restent inutiles sauf à être, d'une manière ou d'une autre, réintégrés à l'infrastructure financière licite, et sans que cela soit su des forces de l'ordre ou des régulateurs.

Le blanchiment de l'argent sale a gagné à la fois en envergure et en sophistication. Bien qu'il reste difficile de quantifier la somme d'argent blanchi au niveau mondial, des estimations variant de 500 milliards à 1 000 milliards de dollars américains par an sont souvent avancées³⁰.

D'autres estimations plus anecdotiques permettent d'illustrer l'énorme masse des sommes blanchies. Par exemple, en 1995, des représentants du gouvernement australien ont estimé que l'équivalent de 3 milliards de dollars américains en fonds blanchis ont transité par leur pays³¹. Le Canada a récemment estimé que les fonds blanchis issus de la seule

....

(30) BAKER (R.), 1999, p. 30.

....

(31) Financial Action Task Force, 1996-1997, p. 3.

industrie des stupéfiants représentait, pour ce seul pays, entre 5 milliards et 14 milliards de dollars américains chaque année³².

Les méthodes qu'utilisent les blanchisseurs d'argent vont du placement d'argent dans un secteur financier licite par le biais d'entreprises fictives dotées de vrais comptes en banque dans des centres bancaires off-shore, jusqu'à des moyens moins traditionnels tels que l'utilisation des banques sur internet ou des systèmes bancaires informels comme le *hawala*³³. Ce dernier, un système de versement informel utilisé pour transférer des fonds en particulier entre l'Asie du Sud et le Moyen-Orient, a récemment été sous les projecteurs à cause de son utilisation par des organisations terroristes telles qu'Al-Qaïda³⁴. Une étude très intéressante démontre que, puisque l'accroissement de la criminalité s'accompagne aujourd'hui d'une baisse de la demande en liquidités monétaires, il semblerait que les blanchisseurs soient « en train de se déplacer du système bancaire et de l'argent liquide vers des marchés financiers parallèles, des instruments non monétaires d'une grande sophistication (tels que les produits dérivés), et même le troc (tel que l'échange de bateaux contre des armes ou des drogues)³⁵ ».

Le blanchiment de l'argent sale se révèle donc être le pont qui relie les économies globales licites et illicites. Le blanchiment utilise les marchés financiers licites comme des moyens de transfert ou de placement de fonds illicites. De telles activités, et c'est important, faussent les indicateurs et les politiques économiques de manière significative. Tanzi, par exemple, démontre que les gros flux de capitaux issus du blanchiment d'argent affectent les taux d'intérêt, que la demande en dollars des blanchisseurs soutient implicitement la supériorité du marché des changes américain, et que, finalement, le blanchiment d'argent génère un climat de méfiance au sein des marchés financiers, qui réagissent alors de manière disproportionnée à la rumeur et aux fausses déclarations³⁶.

Plus récemment, des enquêtes internationales ont cherché à accéder aux profits du crime organisé. Aux États-Unis et en Suisse, plus d'un milliard de dollars a été saisi auprès de trafiquants de drogue et d'autres groupes criminels³⁷.

Corruption

La corruption est également un levier privilégié actionné par des groupes transnationaux de crime organisé, qui ont largement noué des liens avec certains politiciens ou d'autres membres des gouvernements. En quelques mots, la corruption est « le mauvais usage d'une fonction à des fins personnelles », « un moyen de faire payer une somme illicite pour un service », ou « l'utilisation du pouvoir d'une fonction à des fins illicites³⁸ ». Il faut ajouter que la corruption diffère du clientélisme. Le second conserve une séparation radicale avec le client et est fondé sur un échange non spécifié de bons procédés. La première brouille la ligne de démarcation entre l'État et les organisations criminelles transnationales. Certains États sont à ce point corrompus que certains chercheurs les nomment « États criminels ».

La description de deux phénomènes importants et liés entre eux est maintenant essentielle à notre démonstration : la corruption politique et la corruption économique. La corruption politique a été largement étudiée dans la littérature spécialisée. Pourtant, ce n'est que récemment que les liens entre la corruption politique et le crime organisé ont été explorés. En effet, les avis sont encore partagés sur la manière d'aborder les liens entre corruption³⁹ et partis politiques⁴⁰. En ce qui concerne la corruption économique, elle est issue du désir de certaines entreprises d'entrer en réseau entre elles afin d'établir des cartels au sein des marchés. Elle résulte aussi de la capacité de ces entreprises à utiliser le crime organisé pour structurer et maintenir les ententes existantes⁴¹. Cependant, il n'y a presque aucune étude qui cherche véritablement à résoudre le problème épineux de la corruption dans le secteur de l'aide internationale au développement. Oublié, vu les récentes affaires touchant au détournement des contrats d'aide⁴².

À quelles fins le crime organisé s'engage-t-il alors dans la corruption ? Pour répondre à cette question, il convient de se référer au lien triangulaire qui existe entre le crime organisé, l'État (c'est-à-dire le gouvernement) et les entreprises⁴³. Le crime organisé procure un soutien électoral tout en représentant une force d'intimidation pour les

....
(32) PORTEOUS (S.), 1998.

....
(33) PASSAS (N.), 1999, p. 13-16.

....
(34) GANGLY (M.), 2001.
DREW (M.), 2001.
SCHODOLSKI (V.), 2001.

....
(35) QUIRK (P.), 1997.

....
(36) TANZI (V.), 1997.

....
(37) La plupart des bénéficiaires du commerce des stupéfiants sont entrés dans les trésoreries nationales des pays où l'argent a été saisi. En Italie, par exemple, une législation particulière autorise l'utilisation des fonds saisis pour le développement de la communauté locale et le traitement de la toxicomanie ;
JAMIESON (A.), 2000, p. 128-129 et 144.

....
(38) KJITGAARD (R.) et al., 2000, p. 2.

....
(39) HUNTINGTON (S.), 1969, p. 59-71.

....
(40) DELLA POKRA (D.), MERRY (N.), 1997, p. 166-180.

....
(41) GAMBETTA (D.), REUTER (P.), 1995, p. 116-135.

....
(42) KJITGAARD (R.), 1988.

....
(43) Ce concept est issu de DELLA POKRA (D.), VANNUCCI (A.), 1999, p. 236-240.

politiciens qui, en retour, offrent leur protection aux criminels et rendent légitime leur activité. De la même façon, le crime organisé fournit protection et assistance aux cartels en échange d'argent. Enfin, les contrats publics sont au centre de ce montage. Les politiciens peuvent les utiliser pour soustraire des rentes aux organisations criminelles comme aux entreprises; ces contrats sont en même temps une source importante de profits pour la mafia. Ainsi, la corruption est le facteur clé qu'il faut prendre en considération lors de l'analyse du comportement des organisations criminelles transnationales.

Expliquer le crime organisé transnational

Le crime transnational, jusqu'à présent quelque peu négligé par les études de relations internationales, est aujourd'hui étudié dans divers champs de la discipline en raison de son impact considérable sur les systèmes politiques, la souveraineté nationale et la politique économique internationale. Les lignes qui vont suivre proposent une vue d'ensemble des différentes manières adoptées pour étudier le crime transnational. En effet, le crime transnational peut être abordé à différents niveaux: soit au niveau de la communauté locale soit au niveau plus large de la mondialisation.

Par ailleurs, une différence très significative existe entre les rapports d'études stratégiques identifiant le crime organisé transnational comme une menace pour le monde entier et la littérature centrée sur la manière dont la communauté locale est modelée par le crime organisé transnational. Bien que le crime organisé ait pu essayer grâce à la mondialisation, de nombreux groupes sont encore fortement ancrés dans leur société d'origine où leur influence reste très forte.

L'analyse interne: la confiance et la société civile

Dans cette approche, le crime organisé est décrit comme se développant et comme opérant à partir de régions où la société civile est affaiblie voire inexistante. Dans une étude de référence, Robert Putnam décrit comment la société civile qui s'est développée en Italie du Nord n'a pas pu faire de même dans les régions du sud où quatre groupes de crime organisé trouvent aujourd'hui leur base⁴⁴. Le crime organisé russe aurait également émergé en force dans les États de l'ex-Union soviétique où les Communistes avaient peu à peu effacé tous les éléments de la société civile⁴⁵.

La confiance dans les relations interpersonnelles et sociales et le degré de confiance dans le politique⁴⁶ sont des facteurs explicatifs supplémentaires. Les États faibles connaissent des sociétés civiles peu développées, ce qui génère un manque de confiance en l'État et une dépendance vis-à-vis des acteurs de substitution pour satisfaire les besoins civiques. Par exemple, le crime organisé en Sicile est né dans un environnement dépourvu de tout contrôle étatique. Il a pu se substituer à l'État en fournissant une protection remplaçant la confiance en la société civile⁴⁷.

Dans cette approche, la confiance et la composition de la société civile contribuent à expliquer la manière dont les organisations criminelles transnationales s'installent au cœur même des structures sociales. Toute réponse adéquate au crime organisé doit donc prendre en compte le contexte social dans lequel les groupes criminels opèrent – et notamment l'État – ainsi que le niveau local où ils trouvent leur base. Par exemple, la société sicilienne s'est mobilisée contre la mafia depuis un siècle⁴⁸. Ces dernières décennies, ce mouvement a mobilisé tous les niveaux de la société de manière simultanée et a tenté de réorienter localement les citoyens vers des alternatives à la mafia. L'objectif premier de presque toutes les associations antimafia est d'amener les enfants à ne pas ignorer la loi et à la respecter, afin de les empêcher d'acquiescer toute « mentalité mafieuse » de

....
(44) PUTNAM (R.), 1993.

....
(45) SHELLEY (L.), 1994a, p. 354-355.

....
(46) BRAITHEWAITE (V.), LEVI (M.) (eds.), 1998; FUKUYAMA (F.), 1995.

....
(47) SHELLEY (L.), 1994b, p. 661-672. Pour plus d'informations, lire CANTANZARO (R.), 1992; GAMBETTA (D.), 1993.

....
(48) SANTINO (U.), 2000.

méfiance et de défiance envers les institutions publiques, et ainsi de leur éviter une vie future de criminels⁴⁹. De tels programmes ont été introduits au début des années 1990 en réponse à la Commission antimafia et à la pression des nombreuses organisations antimafia de la société civile. Libera, un regroupement de huit cents organisations antimafia disséminées à travers le pays, travaille aujourd'hui avec les communautés urbaines, l'école et l'Église afin d'imposer des programmes antimafia⁵⁰.

L'analyse externe : la mondialisation

La mondialisation serait, dans une autre approche, un des facteurs clés de la montée du crime organisé transnational. Ici, plusieurs analyses divergentes sur la théorisation de la transnationalité sont en compétition, soulignant par là les différentes manières qu'il y a de configurer le champ social⁵¹. Le crime organisé transnational ébranle cependant l'ensemble des discours sur la mondialisation, puisqu'il englobe marchés informels, nouveaux autoritarismes et réseaux criminels internationaux⁵². La majeure partie des écrits sur la mondialisation considère le phénomène transnational comme une dynamique traversant tous les secteurs de l'économie dans un grand marché mondial. Il en ressort que la notion de mondialisation ne se réduit pas à un simple concept supplémentaire mais constitue un nouveau niveau d'analyse pertinent.

L'idée de mondialisation fournit un renouveau théorique aux notions historiquement datées de crime organisé national et international, mettant l'accent sur l'ascendance d'acteurs non étatiques, lesquels deviennent des objets d'étude légitimes en sciences politiques. Cependant, le concept de mondialisation est loin d'être une théorie stabilisée et continue à générer un large débat – allant de la minimisation de son importance à l'idée d'une véritable transformation de la société, en passant par les notions de chaos et de désordre⁵³.

Les catégories que sont l'État et les structures économiques et institutionnelles sont utiles pour cerner un grand nombre d'analyses sur le crime organisé transnational dans

un contexte mondial. L'idée de mondialisation privilégiée cependant les capacités, les ressources et les stratégies utilisables du crime organisé transnational.

Enfin, la vision néo-libérale de la mondialisation vante les mérites d'une économie mondiale fondée sur le libre-échange et sur la démocratie représentative dans sa capacité à enrichir la planète, à la mettre en réseau et à la pacifier. Ce point de vue s'illustre dans les écrits de Francis Fukuyama ainsi que dans d'autres interprétations politico-économiques plus traditionnelles⁵⁴. Dans cette optique, le crime organisé transnational ainsi que d'autres problèmes similaires ne seraient que les derniers bastions s'opposant au « nouvel ordre mondial » mais n'auraient d'autre choix que de s'y soumettre, tôt ou tard⁵⁵.

Les États

Quels sont les effets des processus de mondialisation sur l'État moderne ? Cette question académique a pourtant un impact certain sur la vision du crime organisé transnational présentée ici. Par exemple, Saskia Sassen avance que la mondialisation est en train de transformer la logique de la souveraineté nationale sans en éliminer le rôle de l'État⁵⁶, un point de vue partagé par James Mittelman et James Rosenau. Combiné à des scénarios d'États faibles, tels que dans le concept de « souveraineté négative » de Robert Jackson ou dans celui de « recul de l'État » de Susan Strange, ces travaux fournissent un soubassement théorique permettant d'analyser le crime organisé et la corruption dans un contexte global⁵⁷.

Le plus souvent, les chercheurs ont aussi suggéré que l'affaiblissement des structures étatiques – causé ou exacerbé par le processus de la mondialisation – a généré des espaces permettant au crime organisé transnational de se développer⁵⁸. Louise Shelley a étudié le jeu entre les États affaiblis, la société civile et le crime organisé. Elle considère que les groupes criminels ont su tirer avantage des nouvelles technologies et des circonstances internationales pour amoindrir un peu plus les États-nations⁵⁹. Nikos Passas considère que la mort des États est un passage obligé du

....
(49) JAMIESON (A.), 2000, *op. cit.*, p. 148.

....
(50) BORSELLINO (R.), 2000, *op. cit.*, p. 58-63.

....
(51) Pour une représentation du traitement de la complexité, lire SASSEN (S.), 1998; PRINS (C.), 1995, p. 820-821; KAPLAN (R. D.), 1994, p. 44-76.

....
(52) SASSEN (S.), 1998, *op. cit.*, p. 153-158; SHELLEY (L. I.), 1999, p. 26-33; WILLIAMS (P.), 1998, p. 155.

....
(53) Le débat sur la mondialisation est vaste et objet de polémiques, marqué par une grande variété de discours pour et contre. Pour plus d'informations, lire HIRST (P.), THOMPSON (C.), 1996; MITTELMAN (J.), 2000; ROSENAU (J.), 1997; HARVEY (D.), 1989; FALK (R.), 1999; FRIEDMAN (T.), 1999.

....
(54) FUKUYAMA (F.), 1992, p. 39-51.

....
(55) À cet égard, le pouvoir est compris comme une action volontaire qui se manifeste par le biais d'expressions matérielles et idéelles : la coercition et le savoir. Pour une vision complexe du pouvoir, lire COX (R.), 1986.

....
(56) SASSEN (S.), 1998, *op. cit.*, p. 81-81, p. 87-90 et p. 92-97.

....
(57) JACKSON (R.), 1989, STRANGE (S.), 1986a.

....
(58) ROSENAU (J.), 1997, *op. cit.*, p. 114-117 et p. 349-358.

....
(59) SHELLEY (L.), 1994b, *op. cit.*, p. 664-669. Il est important de signaler ici que le travail de Shelley aborde cette triade depuis la perspective de chacune des positions, permettant une analyse « pluri-centrale » pouvant être mise à l'épreuve dans des contextes empiriques. Plus récemment, Shelley a utilisé ce cadre afin de mener une enquête sur la traite des personnes, et plus particulièrement dans un contexte de commerce mondial du sexe. Dans la même veine, SASSEN (S.), 1998, *op. cit.*, observe que les femmes et les immigrants sont « sous-valorisés » dans la dynamique actuelle de mondialisation.

processus de mondialisation, puisque cette dernière érode les liens de confiance entre l'État et les citoyens et fournit au crime organisé transnational une occasion de se substituer à l'État⁶⁰. De son côté, Peter Andreas souligne la manière dont les processus de mondialisation, tels que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), ont une incidence directe sur la montée du crime organisé transnational au Mexique dès lors qu'ils libéralisent les marchés et les laissent sans instances de régulation ou de contrôle⁶¹.

Économie

L'approche politico-économique s'interroge sur la façon dont l'« économie globale illicite » affecte l'État et l'économie licite⁶². Par exemple, l'économie illicite de la Colombie perturbe son économie légale⁶³. Le marché économique mondial modèle le crime organisé transnational en l'obligeant à adopter des formes organisationnelles adaptées au nouveau contexte économique⁶⁴. Les stratégies des affaires transnationales des acteurs licites feraient alors de plus en plus miroir à celles de l'économie illicite. Les spécialistes tels que les juristes, les comptables, les experts en transports travailleraient aujourd'hui de la même manière pour le crime organisé qu'ils le font dans l'économie licite⁶⁵.

Si la part de l'économie internationale contrôlée par le crime organisé s'accroît, il y aura alors nécessairement plus d'attention portée à l'économie politique du commerce des stupéfiants et aux autres formes d'activités illicites diverses et variées. Une telle interaction entre les économies licites et illicites fait déjà l'objet d'une plus grande attention depuis le 11 septembre 2001⁶⁶.

L'analyse hybride : les études de sécurité

Les études sur la sécurité considèrent le crime organisé comme une menace. Son rôle dans le commerce des armes, l'impact négatif sur la souveraineté des États et la corruption des structures étatiques sont vus comme des menaces

....
(60) PASSAS (N.), 2000, p. 19-24. L'argument de Passas est proche de celui de Pino Arlacchi et de Raimondo Catanzaro, qui tous concluent sur le fait que la mafia est la conséquence directe d'un pouvoir central faible et de mauvaises réformes agraires. En quelques mois, pour se protéger, les propriétaires terriens ont fondé la mafia, créant alors le lien historique qui relie le commerce légal au crime organisé.

....
(61) ANDREAS (P.), 1998, p. 162-164.

....
(62) L'essentiel de ce travail repose sur et rend hommage au travail de Susan Strange, 1986a, *op. cit.*, 1986b, ainsi qu'à une poignée d'articles qui ont remis en question l'idée classique en relations internationales que l'État est le seul objet légitime de recherche.

....
(63) THOUMI (F.E.), 1995.

....
(64) CARAMBETTA (D.), REUTER (P.), 1995, *op. cit.*, p. 118, 121-123.

....
(65) FRUMAN (H. R.), ANDREAS (P.) (eds.), 1999, *op. cit.*, p. 7.

....
(66) PIETH (M.), 2003.

sérieuses pour chaque État, comme pour la stabilité régionale ou l'ordre mondial. Les chercheurs en sécurité ont d'ailleurs mis en œuvre plusieurs méthodes pour explorer la menace que pose le crime organisé transnational aux citoyens, à l'État-nation et à l'équilibre mondial. Les chercheurs de « l'école de Copenhague » s'intéressent aujourd'hui à la manière dont ces menaces sont formulées et aux effets sur l'expérience sociale⁶⁷. Il s'agit d'une approche flexible qui permet d'observer un large spectre de menaces⁶⁸ puisque les secteurs militaires et étatiques gardent leur importance mais sont évalués en conjonction avec les secteurs économiques, sociaux et environnementaux. Le crime organisé transnational et d'autres conséquences négatives de la mondialisation sont vus comme des menaces transsectorielles.

Dans cette optique, Phil Williams a suggéré que la technologie organisationnelle de la mise en réseau a engendré la prolifération du crime organisé transnational. Les structures de crime organisé transnational, en traversant et en retraversant les frontières nationales et institutionnelles, créent un réseau presque indéchiffrable de points nodaux et de relations illicites. Ces réseaux se relient ensuite à d'autres réseaux proches dans un espace clandestin, accroissant les capacités du crime organisé transnational à résister aux interdictions et, dans certains cas, à lancer des offensives contre les institutions coercitives de l'État⁶⁹.

Le crime organisé transnational comme menace pour la sécurité apparaît de façon évidente dans la littérature des menaces asymétriques, un point de vue largement diffusé depuis le 11 septembre 2001. Les « États criminels », les réseaux terroristes et le crime organisé transnational formeraient des alliances, créant des menaces militaires asymétriques qui exploitent la mondialisation du marché libre capitaliste et la démocratie. La plupart des analyses de ces alliances asymétriques se centrent sur la capacité du crime organisé transnational à acquérir et à déployer des armes de destruction massive⁷⁰.

....
(67) MCSWENEY (B.), 1996, p. 81-93.

....
(68) BUZAN (B.), WAIVER (O.), DE WILDE (J.), 1998; BUZAN (B.), 1990.

....
(69) Dans cette même perspective normative, le champ de la sécurité humaine étudie plusieurs problèmes directement liés au crime organisé transnational – le trafic des personnes et des armes. Cette littérature est relativement nouvelle, mais riche. Pour une vue panoramique du champ, lire FALK (R.), 1999, *op. cit.*; LIPSCHUTZ (R. D.), 2000; BOOTH (K.) (ed.), 1998.

....
(70) LAKE (A.), 2000, *op. cit.*

Des approches multiples sont nécessaires

Le crime organisé transnational opère à un niveau global, mais il est également ancré localement dans de nombreuses sociétés. Toute politique internationale cherchant à affronter le crime transnational à un seul de ces niveaux se trouve alors vouée à l'échec. Comme le démontre l'analyse précédente, une perspective pluridisciplinaire synthétisant les analyses des études économiques, sociales, politiques et stratégiques est requise pour comprendre le crime transnational. Cependant, il est aussi nécessaire de prendre en compte les contextes historiques et culturels qui ont généré la croissance des groupes de crime organisé dans des localités précises.

La mondialisation, pour sa part, participe effectivement à la transformation de phénomènes régionaux et locaux en problèmes de criminalité d'envergure transnationale. Les profits et l'influence du crime organisé sont tels dans certaines régions qu'ils représentent une menace pour de nombreux pays dont ils sapent la souveraineté nationale. Le commerce mondial illicite a atteint aujourd'hui des proportions gigantesques. Son impact est particulièrement visible sur les plus petites économies où les profits du commerce illégal bouleversent l'économie nationale. Par exemple, la croissance de l'économie illégale engendre une augmentation proportionnelle du taux d'imposition. L'activité économique étant moindre dans les secteurs imposables, l'État ne peut qu'augmenter les impositions sur ce qui reste de l'économie licite afin de récupérer le manque à gagner imposable et de soutenir le budget de son gouvernement. Un cercle vicieux est alors créé: les tentatives des gouvernements de maintenir l'assiette d'imposition poussent un nombre croissant d'entreprises vers l'économie illicite. Par exemple, fraude (fiscale ou autre) ou encore facturation des transferts se multiplient dans des tentatives d'évitement des prélèvements trop lourds qui pèsent sur l'économie licite. Les trésoreries affaiblies des États voient alors se réduire les ressources dont elles disposent pour combattre le crime organisé.

Cependant, le crime organisé reste, par son essence même, un phénomène partiellement caché. Ainsi, toute analyse ou toute information sur ce phénomène reste forcément partielle et est souvent mal interprétée par les individus qui ne comprennent pas le contexte plus large dans lequel il fonctionne. Ceux qui alimentent les décisions politiques, enfermés dans leur sphère de compétence (police, économie ou études de sécurité) considèrent souvent leur perspective comme « la » solution au problème posé, sans comprendre qu'une approche pluridisciplinaire est nécessaire.

Toute stratégie visant à contrôler et à contenir efficacement le crime transnational ne peut s'attacher qu'à une seule de ses facettes. Par exemple, dans les Balkans, ainsi que les Casques bleus l'ont découvert, en Colombie et ailleurs, les groupes criminels transnationaux sont aujourd'hui des acteurs déterminants de l'environnement politique. Les stratégies militaires traditionnelles ne peuvent donc pas être utilisées pour contenir leurs activités. Les activistes antimafia l'ont également découvert en Sicile: en utilisant le système légal pour poursuivre en justice et isoler les chefs de la mafia, en tentant de faire évoluer les comportements des communautés locales à l'égard du crime organisé et, enfin, en cherchant à prouver aux citoyens qu'il y a des avantages tangibles à lutter contre le crime organisé transnational.

■ Christopher A. CORPORA

doctorant, American University

John PICARELLI

doctorant, American University

Louise SHELLEY

directrice du *Transnational Crime and Corruption Center*,
American University

- ANDREAS (P.), 1998, «The Political Economy of Narco-Corruption in Mexico», *Current History*, 97, n° 618, April.
- ARLACCHI (P.), 1986, *Mafia Business: The Mafia Ethic and the Spirit of Capitalism*, Verso, London, UK.
- BAKER (R.), 1999, «The Biggest Loophole in the Free Market System», *The Washington Quarterly*, 22, n° 4, Autumn.
- BALES (K.), 1999, *Disposable People*, University of California Press, Berkeley, CA.
- BERNICK (L.L.), 1998, «Art and Antiquities Theft», *Transnational Organized Crime*, 4, n° 2, Summer.
- BOOTH (K.) (ed.), 1998, *Statecraft and Security: The Cold War and Beyond*, Cambridge UP, Cambridge.
- BORSELLINO (R.), 2000, «In Spite of Everything, The Popular Anti-Mafia Commitment in Sicily», *Trends in Organized Crime*, 5, n° 3, Spring.
- BRAITHWAITE (V.), LEVI (M.) (eds.), 1998, *Trust and Governance*, Russell Sage Foundation, New York, NY.
- BUZAN (B.), WAEVER (O.), DE WILDE (J.), 1998, *Security: A New Framework for Analysis*, Lynne Rienner, Boulder, CO.
- BUZAN (B.), 1990, *People, States & Fear*, Lynne Rienner, Boulder, CO.
- CATANZARO (R.), 1992, *Men of Respect: A Social History of the Sicilian Mafia*, Free Press, New York, NY.
- CHRISTIAN (N.), 2001, «Officials Say Stock Scheme Raised Money for the Mob», *The New York Times*, 9 March.
- COX (R.), 1986, «Social Forces, States, and World Orders: Beyond International Relations Theory», in KEOHANE (R.) (ed.), *Neorealism and Its Critics*, Columbia UP, New York.
- DELLA PORTA (D.), VANNUCCI (A.), 1999, *Corrupt Exchanges: Actors, Resources, and Mechanisms of Political Corruption*, Aldine de Gruyter, New York, NY.
- DELLA PORTA (D.), MENY (Y.), 1997, «Conclusion», in DELLA PORTA (D.), MENY (Y.) (eds.), *Democracy and Corruption in Europe*, Pinter, London, UK.
- DREW (M.), 2001, «A Hawala Primer», *The Washington Post*, 7 Nov.
- FALK (R.), 1999, *Predatory Globalization: A Critique*, Polity Press, Cambridge.
- FLYNN (S.), 2003, «The Global Drug Trade versus the Nation-State: Why the Thugs are Winning», in *Beyond Sovereignty: Issues for a Global Agenda 2nd ed.*, eds. Maryann Cusimano Love, Belmont, Ca., Wadsworth.
- FRIEDMAN (T.), 1999, *The Lexus and the Olive Tree*, Farrar, Straus and Giroux, New York, NY.
- FRIMAN (H. R.), ANDREAS (P.) (eds.), 1999, *The Illicit Global Economy and State Power*, Rowman and Littlefield: Lanham, MD.
- FUKUYAMA (F.), 1992, *The End of History and the Last Man*, Avon Books, New York, NY.

- FUKUYAMA (F.), 1995, *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, Free Press, New York, NY.
- GAMBETTA (D.), 1993, *The Sicilian Mafia: The Business of Private Protection*, Harvard UP, Cambridge, MA.
- GAMBETTA (D.), REUTER (P.), 1995, «Conspiracy Among the Many: The Mafia in Legitimate Business», in FIORENTINI (G.), PETZMAN (S.) (eds.), *The Economics of Organized Crime*, Cambridge UP, Cambridge, UK.
- GANGULY (M.), 2001, «A Banking System Made for Terrorism», *Time*, 5 Oct.
- HARVEY (D.), 1989, *The Condition of Postmodernity*, Blackwell, Oxford.
- HIRST (P.), THOMPSON (G.), 1996, *Globalization in Question*, Blackwell, Oxford, UK.
- HUNTINGTON (S.), 1969, *Political Order in Changing Societies*, Yale UP, New Haven, CT.
- JACKSON (R.), 1989, *Quasi-States: Sovereignty, International Relations and the Third World*, Cambridge UP, Cambridge.
- JAMISON (A.), 2000, *The Antimafia: Italy's Fight Against Organized Crime*, London, MacMillan.
- KAPLAN (R. D.), 1994, «The Coming Anarchy: How Scarcity, Crime, Overpopulation, Tribalism, and Disease are Destroying the Social Fabric of our Planet», *Atlantic Monthly*, Feb.
- KLITGAARD (R.), 1988, *Controlling Corruption*, University of California Press, Berkeley, CA.
- KLITGAARD (R.) et al., 2000, *Corrupt Cities: A Practical Guide to Cure and Prevention*, Institute for Contemporary Studies, Oakland, CA.
- KYLE (D.), KOSLOWSKI (R.), 2001, «Introduction», in KYLE (D.), KOSLOWSKI (R.) (eds.), *Global Human Smuggling*, Johns Hopkins UP, Baltimore, MD.
- LAKE (A.), 2000, *Six Nightmares: Real Threats in a Dangerous World and How America Can Meet Them*, Little, Brown and Company, New York.
- LEE III (R.), 1998, *Smuggling Armageddon*, St. Martin's Griffin, New York, NY.
- LIPSCHUTZ (R. D.), 2000, *After Authority: War, Peace, and Global Politics in the 21st Century*, SUNY Press.
- MCSWEENEY (B.), 1996, «Identity and Security: Buzan and the Copenhagen Schools», *Review of International Studies*, 22, n° 1.
- MITTELMAN (J.), 2000, *The Globalization Syndrome: Transformation and Resistance*, Princeton UP, Princeton, NJ.
- MUELLER (G. O. W.), 1998, «Transnational Crime: Definitions and Concepts», *Transnational Organized Crime*, 4, n° 3/4, Autumn/Winter.
- O'NEILL (A.), 1999, *International Trafficking in Women to the United States: A Contemporary Manifestation of Slavery*, Washington DC, Center for the Study of Intelligence.
- «Overview Maritime Crime», *Trends in Organized Crime*, vol. 3, n° 4.
- PASSAS (N.), 2000, «Global Anomie, Dysnomie, and Economic Crime: Hidden Consequences of Neoliberalism and Globalization in Russia and Around the World», *Social Justice*, 27, n° 2.

- PASSAS (N.), 1999, *Informal Value Transfer Systems and Criminal Organizations*, Netherlands Ministry of Justice Research and Documentation Center, The Hague.
- PHONGPAICHT (P.), 1997, «Trafficking in People in Thailand», *Transnational Organized Crime*, vol. 3, n° 4.
- PIETH (M.), 2003, *Financing Terrorism*, Boston, Dordrecht.
- PORTOUS (S.), 1998, *Organized Crime Impact Study Highlights*, Public Works and Government Services of Canada, Ottawa, Canada.
- PRINS (G.), 1995, «Notes Toward the Definition of Global Security», *American Behavioral Scientist*, 38, May.
- PUTNAM (R.), 1993, *Making Democracy Work*, Princeton UP, Princeton, NJ.
- QUIRK (P.), 1997, «Money Laundering: Muddying the Macroeconomy», *Finance and Development*, 34, n° 1, March.
- RESENDIZ, ROSALVA, NEAL (D. M.), 1998, «International Auto Theft: The Illegal Export of American Vehicles to Mexico», in ROUNDS (D.) (ed.), *International Criminal Justice: Issues in a Global Perspective*, Boston, Allyn and Bacon, Inc.
- ROSENAU (J.), 1997, *Along the Domestic-Foreign Frontier: Exploring Governance in a Turbulent World*, Cambridge UP, Cambridge.
- SALZANO (J.), HARTMAN (S.), 1997, «Cargo Crimes», *Transnational Organized Crime*, 3, n° 1, Spring.
- SANTINO (U.), 2000, *Storia del Movimento Antimafia*, Roma, Editori Riuniti.
- SASSEN (S.), 1998, *Globalization and Its Discontents*, New Press, New York, NY.
- SCHODOLSKI (V.), 2001, «Terror Networks Rely on "Hawala"», *Chicago Tribune*, 26 Sept.
- SHELLEY (L.), 1994a, «Post-Soviet Organized Crime», *Demokratizatsiya*, vol. II, n° 3.
- SHELLEY (L.), 1994b, «Mafia and the Italian State: The Historical Roots of the Current Crisis», *Sociological Forum*, 9, n° 4.
- SHELLEY (L. I.), 1999, «Transnational Organized Crime: The New Authoritarianism», in FRIMAN (H. R.), ANDREAS (P.) (eds.), *The Illicit Global Economy and State Power*, Rowman and Littlefield: Lanham, MD.
- STRANGE (S.), 1986a, *Retreat of the State*, Cambridge UP, Cambridge.
- STRANGE (S.), 1986b, *Casino Capitalism*, Blackwell, Oxford.
- SULLIVAN (K.), JORDAN (M.), 1999, «High Tech Pirates Ravage Asian Seas», *The Washington Post*, July 5, A18.
- SWAIN (J.), FOLLAIN (J.), 2001, «Sierra Leone Arms Ring Broken», *Sunday Times* (UK), 8 July.
- TANZI (V.), 1997, «Macroeconomic Implications to Money Laundering», in SAVONA (E.) (ed.), *Responding to Money Laundering: International Perspectives*, Harwood Academic, Netherlands.
- THOUMI (F. E.), 1995, *Political Economy & Illegal Drugs in Colombia*, Boulder and London, Lynne Rienner.

- TURBIVILLE Jr. (G.), 1995, «Organized Crime and the Russian Armed Forces», *Transnational Organized Crime*, 1, n° 4, Winter.
- UN GENERAL ASSEMBLY, 2001, *Convention Against Transnational Organized Crime*, United Nations Publications, New York, NY, 2 November.
- WILLIAMS (P.), 1994, «Transnational Criminal Organizations and International Security», *Survival*, 36, n° 1, Spring.
- WILLIAMS (P.), WOESSNER (P.), 1995, «Nuclear Material Trafficking: An Interim Assessment», *Transnational Organized Crime*, 1, n° 2, Summer.
- WILLIAMS (P.), 1998, «The Nature of Drug Trafficking Networks», *Current History*, 97, n° 618: April.
- ZEKAN (K.), 1999, «Chinese Crime Ring Ripping off Strip», *Las Vegas Sun*, 21 Jan.

S I T E S I N T E R N E T

- CNN, 2001, « Italy Cracks Arms Smuggling Network », 19 April
<http://www.cnn.com/2001/WORLD/europe/04/19/italy.arms/index.html>
- Criminal Intelligence Service Canada, "Contraband Smuggling",
2001 Annual Report,
<http://www.cisc.gc.ca/AnnualReport2001/Cisc2001/contraband2001.html>
- FIA International Research Ltd., "Organized Crime and the Smuggling of
Cigarettes in the United States: The Year 2000 Update", Sept 2000.
http://www.awmanet.org/IMAGES/update_29sep00.pdf
- Financial Action Task Force, 1996-1997, *Report on Money Laundering Typologies*,
Feb 1997, p. 3.
http://www1.oecd.org/fatf/pdf/fatf/YY1997_en.pdf
- FINKENAUER (J.), 2001, "Chinese Transnational Organized Crime: The Fuk Ching",
Accessed 28 Janv .
<http://www.ojp.usdoj.gov/nij/international/chinese.html>
- FUENTES (T.), 2000, "Organized Crime: Statement on the Record Before House
Subcommittee on Finance and Hazardous Materials", 13 Sept.
<http://www.fbi.gov/congress/congress00/fuentes.htm>
- HUGHES (D.), 2000, «The "Natasha" Trade: The Transnational Shadow Market
of Trafficking in Women»,
<http://www.uri.edu/artsci/wms/hughes/natasha.htm>
- International Chamber of Commerce, 2001, "Piracy Attacks Rise to Alarming New
Levels, ICC Report Reveals", 1 Feb
http://www.iccwbo.org/ccs/news_archives/2001/piracy_report.asp
- International Consortium for Investigative Journalism, Tobacco Companies Linked
to Criminal Organizations in Lucrative Cigarette Smuggling.
http://www.publici.org/story_01_030301.htm
- Interpol, 2001, "Vehicle Crime Profits can be Used to Support Terrorist
Organizations, Interpol's Chief Says", 19 Nov
<http://www.interpol.int/Public/ICPO/PressReleases/PR2001/PR200136.asp>
- NATIONAL SECURITY COUNCIL, International Crime Threat Assessment, 2000, Dec., chp. 1
<http://clinton4.nara.gov/WH/EOP/NSC/html/documents/pub45270/pub45270chap1.html>.
- Royal Canadian Mounted Police, 1998, "Organized Crime and Automobile Theft",
1 Sept. http://www.rcmp-grc.gc.ca/crim_int/sparkplugeng.html
- SØYLAND (S.). 2000, "Criminal Organizations and Crimes Against
the Environment", June
<http://www.unicri.it/pdf/cocae.pdf>
- The Guardian, Special Reports: BAT Exposed*,
<http://www.guardian.co.uk/bat/0,2759,191282,00.html>
- World Bank, *Understanding Civil War, Crime and Violence through
Economic Research*, <http://www.worldbank.org/research/conflict>